

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 137 (1992)
Heft: 12

Artikel: Après leur assemblée d'automne... : Du côté des officiers de renseignement
Autor: Weck, Hervé de / Curtenaz, Sylvain
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345248>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Après leur assemblée d'automne...

Du côté des officiers de renseignement

Par le colonel Hervé de Weck et le premier-lieutenant Sylvain Curtenaz

Le 3 octobre dernier, de nombreux membres de l'Association suisse des officiers de renseignement se retrouvaient à Thoune pour faire le point. Dans un contexte d'incertitude et de mutation en Europe, leur mission apparaît radicalement modifiée; mettre en évidence des indices d'évolution, évaluer les risques et faire une appréciation de la situation politico-militaire deviennent des exercices périlleux... Dans la série d'exposés d'officiers suisses, allemands et autrichiens, présentés lors de cette assemblée, retenons trois thèmes (l'incertitude, les risques de «réactions en chaîne non contrôlées», la tâche des officiers de renseignement), ainsi que l'image de la menace, telle que les dirigeants en Europe de l'est et du sud-est la perçoivent, des données apportées par le lieutenant-colonel EMG Weber de la Bundeswehr.

Une époque d'incertitude

Dans son exposé, le divisionnaire Peter Regli, sous-chef d'état-major «Renseignement et sécurité», se montre conscient qu'en

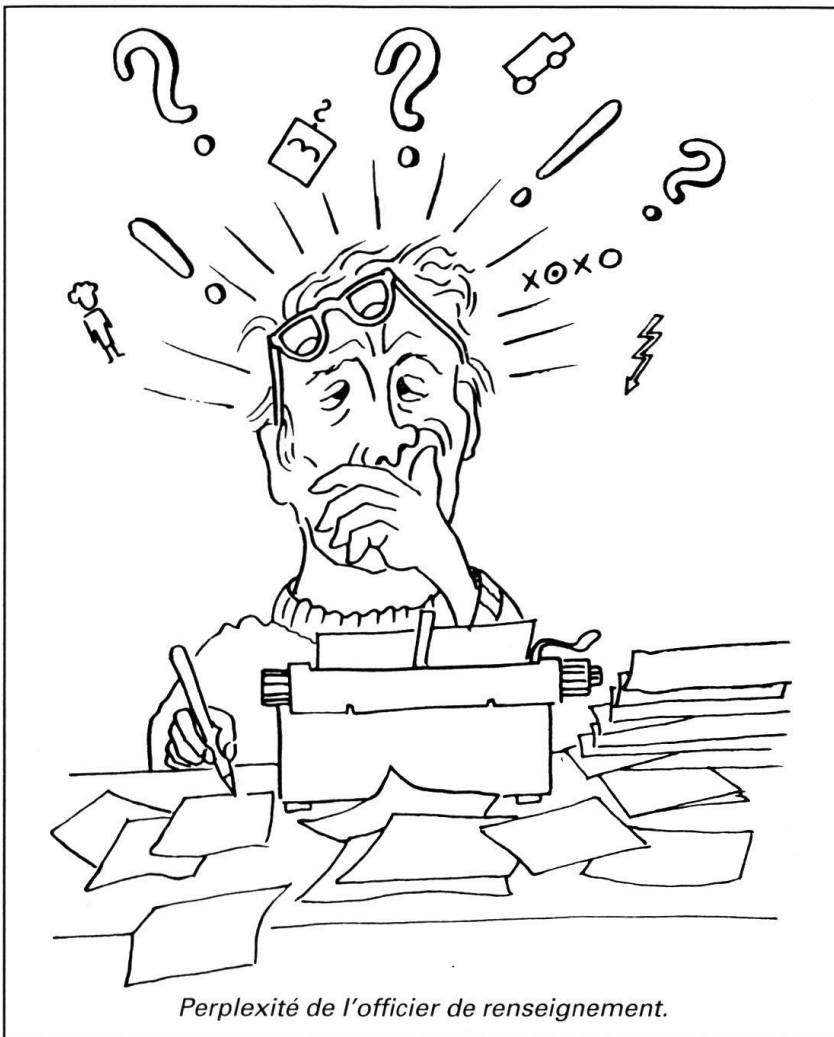
Suisse, les difficultés de penser au niveau stratégique ne proviennent pas seulement de lacunes au niveau de la «culture du renseignement»¹, mais surtout de la difficulté de déterminer quels conflits actuels ou potentiels risquent de dégénérer en une crise d'envergure qui pourrait toucher la Suisse. Information réjouissante: une volonté politique semble se manifester de créer un service de renseignement stratégique qu'il ne faut pas confondre avec un service secret.

Identifier à temps les dangers reste actuellement en Suisse une tâche très difficile, parce que nos services de renseignement ont été démantelés dans le cadre de l'«affaire» des fiches, que certains cantons ont démantelé les services de renseignement de leur police, que d'autres les ont réduits à la portion congrue. Par bonheur, le Conseil fédéral a pris des décisions de principe, si bien que le service de renseignement, le contre-espionnage et la police fédérale savent ce qu'ils ont à faire, mais il faudra du temps pour regagner la confiance de ceux qui nous alimentaient en informations, surtout à

l'étranger. En revanche, la loi sur la protection de l'Etat n'est pas encore prête.

Depuis la nuit des temps en Suisse, le recrutement, l'instruction et la formation des officiers de renseignement présentent des lacunes inquiétantes. Pour lutter contre ce mal endémique, le divisionnaire Regli s'engage dans trois directions: amener à la voie du renseignement des capitaines qui abandonnent leur unité. Heureuse solution, car, dans cette nouvelle fonction, ils exploiteront avantageusement leur bagage tactique et technique, leurs expériences à la troupe. L'officier de renseignement ne doit pas être seulement un homme de bureau! Pour mieux instruire et former des spécialistes du renseignement, il faut des instructeurs dont le travail aurait tout avantage à être coordonné par un chef d'arme ou un «commandant des écoles de renseignement». Enfin, il faut mieux utiliser les compétences des officiers renseignement de milice. Pourquoi ne pas les engager plus systématiquement dans les écoles pour instruire et former leurs collègues et mettre à profit leurs compétences civiles?

¹ Pour reprendre une expression chère au colonel EMG Daniel Reichel...



Perplexité de l'officier de renseignement.

«Réactions en chaîne non contrôlées»?

Les foyers de crise ne manquent pas, par exemple dans les Balkans. Les conséquences de la crise qui sévit aux frontières de l'Autriche inquiète le gouvernement de Vienne, si bien qu'il a envoyé des soldats à la frontière, sans que cela scandalise les socialistes et autres «démocrates» ! Que dire de la si-

tuation dans les républiques issues de l'ancienne Union soviétique où les anciens «apparatchiki» demeurent un facteur de déstabilisation? Que se passe-t-il au Proche ou au Moyen-Orient, dans le Maghreb? Qui peut exclure que, dans un proche avenir, un Etat intégriste de la région, qui disposerait d'armes nucléaires, menacerait l'Europe, donc la Suisse? La guerre peut à tout moment rede-

venir chaude en Irak. Actuellement, l'aviation coalisée effectue quotidiennement quelque quatre-vingts sorties dans son espace aérien.

En Suisse, 18% d'étrangers², dont 400 000 ressortissants de l'ancienne Yougoslavie et près de 65 000 Turcs, beaucoup appartenant à des mouvements violents organisés. On risque fort de connaître des affrontements violents, qui peuvent dégénérer, opposant des ressortissants étrangers, des étrangers à des Suisses. Rostock apparaît comme un signal d'alarme.

Les officiers de renseignement face à une tâche difficile

Depuis 1989, le travail des officiers de renseignement, quel que soit le niveau auquel ils se trouvent, est devenu infiniment plus difficile, parce que leurs appréciations de situation, qui ne sauraient synthétiser les seuls paramètres militaires, doivent devenir interdisciplinaire et prendre en compte l'environnement politique, la psychologie des masses, les rapports entre étrangers et autochtones, les flux migratoires, la subversion, la violence³, le terrorisme etc. S'appuyant sur des scénarios vraisemblables, ils cherche-

² Sur une population totale de 6,8 millions d'habitants.

³ La violence politique en Suisse fera l'objet d'une réflexion dans la RMS, basée sur le Rapport du Conseil fédéral sur l'extrémisme en Suisse du 16 mars 1992, ainsi que sur l'étude de Dominique Wisler, La violence politique en Suisse et les mouvements sociaux: 1969-1990. Zurich, Eidgenössische Technische Hochschule, 1992.

Perception de la menace dans les Etats à l'est et au sud-est de l'Europe

Etat	Provenance de la menace
Pologne	Russie, Lituanie, Ukraine
Lituanie	Russie, «Russie blanche», Pologne
Lettonie	Russie, «Russie blanche»
Estonie	Russie, «Russie blanche»
Tchécoslovaquie	Ukraine, balkanisation de la région, Russie
Hongrie	«Yougoslavie», Roumanie, Ukraine
Roumanie	Ukraine, Hongrie, Russie
Albanie	«Yougoslavie», Macédoine, Grèce
Bulgarie	balkanisation de la région, Turquie, «Yougoslavie»

taires contre la Suisse, reste dans tous les cas la mission première de notre armée, donc le domaine privilégié d'instruction de nos corps de troupes. Dans leurs situations générales et particulières, les officiers de renseignement en tiendront compte. Tout particulièrement, ils doivent savoir que tout ce qui se situe au-dessous du niveau «opérations militaires» n'est pas du ressort de l'armée, mais des autorités civiles, des polices cantonales, de la police fédérale. L'armée, dans un tel contexte, ne peut recevoir que des *missions subsidiaires*: prendre, par exemple, en charge la garde de bâtiments importants, afin de décharger la police et lui permettre d'assumer sa mission première, le rétablissement ou le maintien de l'ordre. Donc pas de terroristes contre lesquels la troupe interviendrait dans nos exercices militaires. Il

ront à expliquer ce complexe enchevêtrement aux officiers, aux sous-officiers et aux soldats de leur corps de troupes. Les jeunes soldats autrichiens, qui se trouvent à la frontière et qui vivent quotidiennement la crise yougoslave, ressentent un impérieux besoin d'être informés, car ils ne comprennent pas bien ce qui se passe. De plus, les officiers de renseignement suisses, vu l'attitude de la plupart des médias, doivent informer leur entourage civil, insistant sur la malhonnêteté du slogan ressassé par le Groupe pour une Suisse sans armée, «Le monde désarme, la Suisse réarme».

Se préparer à faire face au scénario le plus défavo-

nable, peu probable actuellement, des opérations mili-



ne faut pas se « brûler » avec des problèmes éminemment politiques !

La documentation 52.15 reste une base de travail, un modèle valable pour faire face au scénario le plus défavorable. Soulignons que les forces armées américaines utilisent de telles bases dans leurs manœuvres ou leurs exercices.

H.W., S.Cz.

Tableau 2 : Chiffres maximaux d'équipements limités par le Traité FCE pouvant être conservés

Type d'équipement	Nombre maximal pouvant être conservé par chaque groupe d'Etats	Nombre maximal pour chaque Etat
Chars de combat	20.000	13.300
Pièces d'artillerie	20.000	13.700
Véhicules de Combat blindés	30.000	20.000
Avions de combat	6.800	5.150
Hélicoptères d'attaque	2.000	1.500

UK Statement on the Defence Estimates 1991